

GEVES : le commencement d'une longue histoire

Paul VIALLE (directeur général de l'INRA 1996-2000, président du CTPS 2000-2014)

Le GEVES fête ses 50 ans cette année ! En 1981, à mon arrivée à l'INRA comme directeur général adjoint, le Groupement d'Etudes des Variétés et Semences (GEVES), avec ses 10 ans, restait encore dans l'enfance alors que l'institut avait déjà une histoire longue de 35 ans...

Regroupant diverses activités auparavant réparties dans quelques-unes des nombreuses stations et unités expérimentales du département de génétique et d'amélioration des plantes (DGAP), le GEVES fut dès l'origine un être hybride, donc particulièrement vigoureux si peuvent s'appliquer à lui les lois de la génétique... L'identification variétale et la qualité des semences constituaient alors l'essentiel de ses activités, partiellement financées par la profession semencière ; cette contribution allait se révéler essentielle tout au long de la vie du GEVES. J'ai encore souvenir, le premier lundi après-midi de novembre, rue de Grenelle, de ma première réunion de direction de l'INRA, présidée avec l'autorité naturelle qui était la sienne par Jacques Poly, assisté de Roger Bouchet, un bioclimatologue ; les cinq directeurs scientifiques étaient bien sûr là, chacun veillant avec un soin jaloux aux intérêts du secteur scientifique qu'il avait en charge. Jean Marrou, alors responsable du grand secteur des productions végétales, ne manqua pas de m'alerter le jour même sur la situation bien particulière du groupement. Le département de génétique et d'amélioration des plantes (DGAP), riche de plus de mille personnes (chercheurs, techniciens ainsi que beaucoup d'ouvriers des domaines qui furent titularisés quelques années plus tard) était le département le plus important de l'INRA, gérant de nombreuses stations et domaines expérimentaux. Il était naturellement jaloué, ceci étant accentué par la rivalité historique à l'INRA entre le secteur végétal et le secteur animal. Le GEVES était alors rattaché au DGAP, mais bénéficiait grâce à ses activités au service de la profession semencière de précieuses recettes propres : une partie lui servait à se concilier la bienveillance des responsables des stations de recherche au sein desquelles chacune de ses équipes était implantée. Equilibre fragile, la recherche tolérant les activités de service, moins nobles, qui lui apportaient en retour des ressources indispensables.

Il faut préciser que jusqu'en 1981, l'INRA avait été placé sous la tutelle exclusive du Ministère de l'Agriculture, qui lui avait demandé d'héberger diverses unités de service : outre le GEVES, il y avait un laboratoire d'analyse des sols à Arras, le Centre de traitement de l'information génétique (CTIG) à Jouy-en-Josas en charge de l'indexation de toutes les vaches laitières en France, et un laboratoire d'analyse des vins à Beaune. Or cette année-là, l'INRA bascula sous la cotutelle de deux ministères : celui en charge de la recherche, attribuant l'essentiel des moyens de l'INRA, et celui en charge de l'agriculture, qui ne participait que très marginalement aux dotations de l'institut : l'agriculture ne finançait plus que les seules missions de service énoncées plus haut et regroupées sous l'intitulé de missions complémentaires. Jalousies internes, fragilités externes : Jean Marrou savait être insistant lorsqu'une cause lui tenait à cœur : c'est le plus souvent entre 19h30 et 20h30 lorsque les bureaux de la rue de Grenelle s'étaient vidés qu'il venait frapper à mon bureau... Sentant le dispositif en péril, assisté de Huet, chef du DGAP et de Claude Hutin, premier directeur du GEVES et fin négociateur très attaché à l'avenir du groupement, ils me firent saisir la complexité de la situation et l'intérêt général qu'il y avait à soutenir ce type d'activités à l'INRA.

Retour sur les origines

Il faut dire que l'importance de semences sélectionnées, dont la qualité germinative était contrôlée, n'était remise en cause par personne. Le Comité technique permanent de la sélection des plantes

cultivées (CTPS) avait été créé en pleine période de pénurie due à la guerre, par arrêté du 10 mars 1942, et tint sa première réunion constitutive le jeudi 2 juillet suivant, sous la présidence du secrétaire général aux questions paysannes et à l'équipement rural, et du directeur de l'enseignement et des recherches, une des direction du ministère de l'agriculture qui réussira à traverser quatre-vingts ans de notre vie publique, sous le régime de Vichy puis sous deux Républiques, sans pratiquement changer de nom ni de périmètre, un record ! Etaient physiquement présents des semenciers, comme de Vilmorin, Tézier, Benoist, ainsi que Lucien Brétignières, professeur à Grignon, et Charles Crépin, directeur de la station d'Epoisses, à côté de Dijon, dépendant auparavant de la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée (PLM), nationalisée en 1938 ; Charles Crépin devait devenir le premier directeur de l'INRA en 1946, alors que l'institut ne comptait qu'un peu plus d'une centaine de chercheurs. Participait aussi à cette réunion décisive Jean Bustarret, alors chercheur au centre de recherches agricoles de Versailles : il avait été accueilli et formé dans son premier poste à Epoisses par Charles Crépin qu'il appelait « mon maître » ; il deviendra en 1963 le quatrième directeur général de l'INRA. Dès l'origine du CTPS, les pouvoirs publics ont tenu à associer étroitement recherche et profession semencière. Sept sections sont créées, aux intitulés pas très éloignés de ceux des sections du CTPS actuel tout en prenant en compte les contraintes de l'époque ; c'est ainsi qu'après intervention en cours de séance, la section « pommes de terre » devint « pommes de terre et topinambours de semence » ... On note également la demande insistante de collaborateurs : sans compétences, rares en ce domaine, toute politique publique est vouée à l'échec, et il est crucial de rappeler ce point lorsqu'on réfléchit sur le GEVES. On n'insistera jamais assez sur le rôle central de Jean Bustarret, dont l'activité en matière de semences a profondément marqué notre planète : c'est à lui que l'on doit la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales adoptée à Paris en 1961, qui créait l'Union pour la protection internationale des obtentions végétales (UPOV).

La Station nationale d'essais de semences (SNES) avait été créée en 1884 et rattachée en 1908 au tout jeune service de la répression des fraudes. En 1953, Jean Bustarret obtint son transfert à l'INRA, initiant une stratégie de long terme, visant à rassembler les outils d'accompagnement d'un secteur semencier en pleine croissance. Sans ce transfert, la SNES aurait suivi l'ensemble de la direction de répression des fraudes, séparée en 1981 du ministère de l'agriculture pour être rattachée au ministère des finances, et jamais le GEVES n'aurait pu voir le jour. En 1967, il nomme un chercheur de l'INRA, Claude Hutin, à la tête de la SNES. Jean Bustarret était directeur général de l'INRA en 1971, lorsque naquit le GEVES : il joua à l'évidence un rôle décisif dans la création de cet outil. Le regroupement de forces dispersées, la gestion dans la durée de compétences rares, une force de frappe financière grâce à la mise en commun de moyens auparavant dispersés entre diverses stations de recherche furent les clés de la réussite. Il fit le choix comme directeur de l'homme qui allait permettre au GEVES de se structurer et se développer : ce fut Claude Hutin, déjà patron de la SNES, directeur de recherches de l'INRA, homme habile, clairvoyant, qui s'identifia toute sa vie à l'organisme qu'il fut appelé à diriger. Jean Bustarret prit sa retraite l'année suivante, en 1972. Il eut alors Raymond Février comme successeur. Changement d'époque : après la période des « végétalistes », les « animaliers » - dont Jacques Poly - allaient diriger l'INRA pendant une vingtaine d'années.

Périls et opportunités

Avec le changement de tutelle de l'INRA en 1981, les appétits allaient se déchaîner. La recherche stricto sensu avait besoin de moyens, les biotechnologies émergeaient, l'INRA sommé de rendre compte de ses recherches dans ce domaine, en était réduit, comme Monsieur Jourdain qui écrivait

de la prose sans le savoir, à requalifier sous le nom de biotechnologies un certain nombre de ses activités antérieures. La pression sur les moyens du GEVES se fit plus forte. J'avais été convaincu par Claude Hutin ; avec l'aide d'un de mes adjoints, Jean-Claude Bousset, le pire fut évité ; Jean-Claude Bousset fut un remarquable directeur financier de l'INRA. Pianiste d'une grande sensibilité, il avait pensé en faire son métier, en avait été dissuadé familialement et orienté vers des études que l'on jugeait plus sérieuses de finances et de comptabilité ; sans pour autant oublier sa vocation initiale, il donnait de temps à autres des récitals appréciés ; de sa passion, il gardait une tournure d'esprit artistique. Son excellente connaissance des arcanes de son métier et une grande créativité nous ont permis des montages quelquefois hardis mais jamais risqués dont nous discussions auparavant longuement ensemble. Le GEVES fut ainsi protégé et conforté. Mieux encore : avec mon accord, insensiblement, par petites touches, Claude Hutin renforça son autonomie financière par rapport à la « tutelle » du DGAP, transformant de fait le GEVES en quasi-département de l'INRA, avec ses propres arbitrages de moyens. C'était plus net ainsi, son activité étant finalement d'une nature différente de celle des chercheurs du DGAP. Enfin, en 1985, à l'occasion d'une réorganisation d'ensemble des structures de l'INRA, avec notamment la création de nouveaux centres calqués autant que faire se pouvait sur le découpage des régions, le GEVES fut érigé en département, dont Claude Hutin fut naturellement nommé le chef : fin d'une séquence au cours de laquelle patience et persévérance avaient fini par payer.

La loi du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France modifia en profondeur la recherche publique française, en généralisant la notion d'évaluation, en titularisant les personnels, y compris les ouvriers de l'INRA qui devinrent techniciens, en permettant la valorisation de la recherche, et la création de filiales. Elle offrit d'autres opportunités bienvenues, comme celle de la création de groupements d'intérêt publics (GIP) entre personnes de droit public ou privé, dotés de la personnalité civile et de l'autonomie financière. L'INRA, avec Christian Hérault, en charge de la valorisation, consacra alors beaucoup d'énergie au secteur des semences, et très vite, dès octobre 1983, fut créée la filiale Agri-Obtentions afin de gérer les obtentions végétales que l'INRA avait en portefeuille ou souhaitait développer.

Pour le GEVES, le chemin allait être plus long. Mais à mon premier départ de l'INRA, en 1986, le GEVES, à 15 ans, était autonome, visible et reconnu : il allait pouvoir continuer son développement et sa structuration.
